

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

UNITE TERRITORIALE : Côte d'Or		Subdivision : 21-1	
Nom des inspecteurs : Frédéric FILLAUDEAU			
Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 02/03/2010		Date de l'inspection : 25/03/2010	
Type d'inspection : <input type="checkbox"/> approfondie ou <input type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée ou <input type="checkbox"/> annoncée <input type="checkbox"/> planifiée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle			
motif de la planification : ou détail des circonstances :			
Plan de contrôle des installations classées. . / 			
Société : EUROFLACO		Autorisation	
Commune : CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR			
Activité : Fabrication de flacons en matières plastiques		Priorité : autre	
Liste des installations inspectées : établissement			
Thèmes : récolement des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 2004			
Référentiels de l'inspection : - arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 2004 - arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations - arrêté ministériel du 23 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement			
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : M. Thierry CALMAR, directeur M. Dominique BAMIERE, responsable maintenance France M. Jean-Marc IRLINGER, responsable qualité-sécurité-environnement M. Dominique PETIT, responsable maintenance			
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : Durant l'année 2009, la société EUROFLACO a fait l'objet d'une réorganisation générale accompagnée d'une réduction des effectifs. Les personnes responsables sur le site de la maintenance et de la sécurité-environnement ont pris leurs fonctions récemment, et ont eu quelques difficultés à rassembler les documents demandés par l'inspection. Cependant, l'exploitant a exprimé sa volonté de se mettre en conformité avec la réglementation. L'inspection des installations a mis en évidence des écarts qui peuvent faire l'objet d'actions correctives rapidement et des non-conformités. <u>Les écarts relevés par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 2004 sont les suivants :</u> – article 11.2 : il est demandé à l'exploitant de faire le point sur ses installations et de recenser le nombre de disconnecteurs présents sur son site afin de les faire contrôler. – article 16 : l'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux d'eaux complet, faisant apparaître la localisation des disconnecteurs. – article 33 : concernant le contrôle des installations électriques, il est demandé à l'exploitant de procéder à la levée des nombreuses anomalies mentionnées dans le rapport DEKRA du 03/12/2009. – article 35 : l'exploitant ne dispose pas d'un registre des incidents survenus en cours d'exploitation.			

Les non-conformités relevées sont les suivantes :

- Par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 2004 :
 - article 15 : l'analyse des rejets des eaux n'a pas été effectuée.
 - article 20 : le contrôle des rejets à l'atmosphère n'a pas été effectué.
 - article 22.4 : la mesure d'émission sonore n'a pas été réalisée.
 - article 32.4 : l'exploitant ne dispose pas d'un plan d'intervention.
- Par rapport à l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées :

article 1 : l'analyse du risque foudre n'a pas été réalisée.
- Par rapport à l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

article 3.1 : Les bâtiments de stockage, dont une partie a été détruite lors d'un incendie en août 2007, ne respectent pas la distance minimale réglementaire par rapport à l'enceinte de l'établissement.

Suites envisagées :

Les observations effectuées feront l'objet d'un courrier adressé à l'exploitant.
Des suites sont proposées au préfet.

Liste des documents établis suite à la visite :

Bordereau de transmission au Préfet
Tableau des constats
Lettre à l'exploitant

Dijon, le 7 avril 2010

L'inspecteur des installations classées,

SIGNE

Frédéric FILLAUDEAU